

Statement

Discours

Department of  
External  
Affairs



Ministère des  
Affaires  
extérieures

88/29

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE DÉCLARATION  
DU TRÈS HONORABLE JOE CLARK,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
DEVANT LE CONSEIL DE L'ORGANISATION POUR LA COOPÉRATION  
ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)  
RÉUNI AU NIVEAU DES MINISTRES

PARIS, FRANCE

Le 18 mai 1988

Secretary of State  
for  
External Affairs

Secrétaire d'État  
aux  
Affaires extérieures

Canada

Monsieur le Président,

Nous vivons la meilleure des époques, et aussi la pire, pour reprendre une formule de Charles Dickens. Cette citation contient une part de vérité qui s'applique à la situation économique.

Nos pays jouissent d'une croissance économique soutenue, qui dépasse les prévisions d'il y a quelques mois. Mais notre situation n'en reste pas moins fragile, et celle de nombreux pays n'appartenant pas à l'OCDE bien plus encore.

L'avenir à court terme, avec en particulier les problèmes des déséquilibres du commerce mondial et de l'endettement international, sera difficile et demande une gestion prudente. Nous ne devons pas oublier que toute solution à ces deux problèmes nécessitera des changements de politique et la coopération de pays qui ne sont pas représentés à cette réunion. Je songe en particulier aux pays d'Asie exportateurs nouvellement industrialisés et aux pays débiteurs à revenu intermédiaire.

La gestion de l'économie mondiale est une responsabilité que les pays de l'OCDE partagent avec les pays non membres, mais c'est à nous, pays de l'OCDE, que revient la plus lourde part. Nous sommes les principaux moteurs de l'activité économique mondiale. Nos débats en matière d'orientation économique, qu'il s'agisse de la coordination des politiques internationales, de la dette, des échanges, de l'ajustement structurel ou des subventions agricoles, ont une incidence disproportionnée, en bien ou en mal, sur nombre d'autres économies plus vulnérables et aux prises avec des difficultés bien plus grandes.

Compte tenu de nos responsabilités en tant que principaux gestionnaires de l'économie mondiale, il pourrait être utile de faire le point pour savoir où nous en sommes, sur quels points il y a lieu d'être satisfait et sur quels autres il faudrait s'engager davantage dans le sens d'une action plus décisive. Cette perspective mondiale est importante pour nous ici, à l'OCDE et elle l'est aussi pour le Canada, qui s'apprête à accueillir le sommet économique de Toronto.

Pour ce qui est de la croissance économique, nous pouvons nous montrer satisfaits, même si c'est avec quelques réserves. Six ans après la dernière grande récession, les pays de l'OCDE connaissent encore, dans l'ensemble, une expansion économique régulière. En moyenne, la croissance a été plus forte que prévu au cours de l'année écoulée. L'inflation a été contenue. Le taux de chômage a sensiblement diminué en Amérique du Nord, au Japon et au Royaume-Uni notamment, même s'il reste élevé dans certains autres pays.

La situation économique actuelle n'est peut-être pas idéale. Cependant, il ne fait aucun doute que la croissance économique soutenue et non inflationniste que nous connaissons crée un climat favorable aux pays en développement qui adoptent à l'heure actuelle des mesures pénibles et courageuses en vue de réformer leur politique économique nationale. La croissance économique et la faible inflation des pays de l'OCDE nous permettra de maintenir à un niveau élevé les ressources mises à la disposition des pays en développement et de les accroître. Cet apport est essentiel à la croissance et au développement de ces pays, une croissance et un développement sans lesquels notre propre croissance finirait par être remise en cause.

Cependant, si les perspectives à court terme sont favorables, nous avons moins de raisons d'être optimistes dans d'autres domaines. Les conditions qui permettent actuellement la croissance sont fragiles, essentiellement en raison de l'incertitude quant à l'avenir à moyen terme. Tant qu'ils persisteront, les énormes déséquilibres budgétaires et commerciaux actuels constitueront un facteur de déstabilisation potentiel pour les marchés des valeurs et les marchés des changes internationaux. L'instabilité sur ces marchés pourrait à son tour compromettre la stratégie visant à régler et à atténuer les difficultés des pays en développement lourdement endettés et mettre en péril nos propres perspectives.

Grâce au plan Baker, d'importants progrès ont été réalisés dans la lutte contre l'endettement. Des crises financières latentes ont pu être évitées. Les mesures prises par les banques pour consolider leur position financière ont permis de réduire les risques auxquels était exposé le système financier international. Bon nombre des pays les plus lourdement endettés ont adopté d'importantes mesures d'ajustement qui seront un facteur déterminant dans la relance de leur économie et le rétablissement de leur solvabilité.

Pour que le succès de cette approche puisse se poursuivre, nous devons veiller à ce que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international disposent de ressources suffisantes pour assumer le rôle capital qui est le leur. L'élargissement de la facilité d'ajustement structurel du FMI en décembre dernier a constitué à cet égard une étape très importante. De même, l'approbation rapide par tous les gouvernements de l'augmentation générale du capital de la Banque mondiale et la rapidité des souscriptions, représentent un élément déterminant.

L'élargissement de la "palette d'options" offerte aux pays débiteurs et à leurs créanciers commerciaux doit également être encouragé. Nous ne devons pas gêner l'apparition de ce qui représente une "deuxième voie" dans la stratégie d'allègement de la dette, à savoir notamment des moyens nouveaux de réduction de la dette axés sur le marché et librement décidés.

La volonté de libéraliser et de développer les échanges est indispensable pour assurer le maintien de la croissance économique. Là encore, il y a place pour un certain optimisme dans les ambitieuses négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, qui se déroulent actuellement à Genève. L'amorce de ces pourparlers est de bon augure et il faudra ne rien perdre de cet élan tout au long des difficiles négociations qui restent à venir, afin qu'elles aboutissent à des résultats satisfaisants. Ces négociations revêtent également une importance essentielle pour les pays en développement, en particulier pour la réussite des politiques axées sur le marché que nous les encourageons à suivre pour développer leurs exportations et favoriser la croissance. Nous devons veiller à ce que ces pays aient les moyens de participer pleinement aux négociations. C'est à nous également que revient la responsabilité de faire le nécessaire pour répondre à leurs besoins légitimes, à savoir un accès plus large aux marchés de l'OCDE et une meilleure garantie d'accès à ces marchés.

Il est urgent que les pays de l'OCDE s'engagent fermement et durablement à libéraliser les échanges. Malgré une situation économique mondiale encourageante, les pressions protectionnistes restent fortes. Au fur et à mesure que disparaîtront les déséquilibres commerciaux, les pays de l'OCDE qui accuseront un déficit commercial croissant pourraient être davantage tentés par le protectionnisme, certains pays actuellement importateurs nets, comme les Etats-Unis, devenant exportateurs nets. Si nous ne parvenons pas à contenir et à désamorcer le protectionnisme, nous serons tous perdants.

Cela se vérifie en particulier dans la crise des échanges agricoles. La "guerre des Trésors" que se livrent actuellement les pays riches risque d'entraîner une chute sans précédent des prix de nombreux produits agricoles. Le dumping pratiqué sur ces produits sur les marchés internationaux fait du tort à un grand nombre de pays. Le Canada n'est pas à l'abri des graves conséquences de ces pratiques. Le prix des céréales est tombé ces dernières années à son niveau le plus bas depuis les années 30. En 1986 et cette année encore, nous avons dû consacrer des milliards de dollars à des programmes spéciaux simplement pour éviter à nos producteurs de faire faillite. Nous sommes fermement décidés à faire ce qui sera de notre devoir pour mettre un terme aux subventions excessives. La seule option viable consiste à mettre en place une réforme fondamentale du système d'échanges agricoles et à prendre rapidement des mesures d'aides compatibles avec les objectifs à long terme de la réforme. Nous devons parvenir à un accord sur ce point en vue de la réunion ministérielle prévue en décembre à Montréal dans le cadre des négociations commerciales multilatérales.

La crise agricole a également compromis les efforts entrepris par de nombreux pays en développement pour amorcer des réformes structurelles visant à renforcer leur secteur agricole et à accroître leur production alimentaire. Ce sont précisément ces politiques que nous avons vivement recommandé aux gouvernements de ces pays de suivre en vue de tirer parti au maximum de leur potentiel économique national et de remédier aux problèmes liés à leur endettement.

Le Secrétariat de l'OCDE a joué un rôle déterminant en recueillant des données sur les effets coûteux et préjudiciables des subventions versées par les pays de l'OCDE et qui provoquent une surproduction de produits agricoles et des distorsions dans les échanges internationaux. Avec la mise au point de la notion d'équivalents subvention à la production (ESP), l'Organisation a réalisé un travail considérable. La plupart des participants à l'Uruguay Round s'accordent à reconnaître que les ESP, qui permettent de mesurer le montant des aides publiques à l'agriculture, constituent un outil précieux pour les négociations. Les négociateurs canadiens travaillent à la mise au point d'une mesure globale, fondée sur les ESP de l'OCDE, qui permet d'arriver plus facilement à un accord sur la réforme agricole tant à long terme qu'à court terme.

Il est certain que les réformes structurelles du secteur agricole entraîneront des coûts, tant économiques que politiques, mais ces coûts seront bien moindres si nous agissons de concert. Là encore, nous ne devons pas perdre de vue les torts que ces politiques ont causés. Nous avons imposé à nos propres économies une mauvaise affectation des ressources qui a été extrêmement coûteuse et inefficace. Nos politiques ont aussi représenté un coût excessivement élevé pour les pays en développement, qui sont moins à même d'y faire face.

A la réunion de l'an dernier, nous, Ministres des pays membres de l'OCDE, avons reconnu l'étendue et le caractère d'urgence de la crise des échanges agricoles. Nous avons réaffirmé avec fermeté la nécessité d'une réforme concertée des politiques agricoles, comme l'énonçait la déclaration de l'Uruguay Round. Il nous faut maintenant saisir l'occasion de la présente réunion pour consolider les résultats obtenus l'an dernier et aller de l'avant. Nous devons nous engager collectivement à parvenir à un accord, à la fois sur le cadre à long terme d'une réforme agricole et sur les mesures à court terme s'inscrivant dans ce cadre, lors de la Conférence d'examen à mi-parcours de l'Uruguay Round de décembre 1988. Il est temps maintenant, alors que nos économies sont prospères, d'agir dans ce sens. Les pays du monde sont à l'écoute et attendent un progrès.

Pour ce qui est des négociations commerciales multilatérales en général, il faut que la Conférence d'examen à mi-parcours marque un net progrès. Il faut faire savoir au monde que nous sommes décidés à mettre en place un système d'échanges libéral et fonctionnant bien. Plus précisément, nous devons aussi nous efforcer de parvenir à des accords et lorsque c'est possible mettre rapidement en application les résultats obtenus. Parallèlement à la question de l'agriculture, nous pensons qu'il sera possible d'obtenir rapidement des résultats concrets dans certains domaines tels que la réforme institutionnelle du GATT (fonctionnement du système du GATT et mécanisme de règlement des différends) ou les échanges de services et de produits tropicaux.

La libéralisation des échanges et l'accès aux marchés d'exportation peuvent faciliter le progrès économique des pays en développement. Ils peuvent aussi permettre d'intégrer plus étroitement ces pays au système commercial international, avec les avantages et les responsabilités que cela représente. Les nouveaux pays

industriels d'Asie en sont une illustration. Le Canada se réjouit de l'arrivée de ces nouveaux acteurs d'importance sur la scène économique internationale. La réussite de leur développement économique représente un espoir et un encouragement pour tous les pays en développement. Le Canada apporte par ailleurs son entier soutien à l'initiative du Secrétaire général, qui se propose de créer un groupe de travail rattaché au Conseil et chargé d'examiner attentivement les moyens permettant d'encourager ces pays à participer plus étroitement à un processus de consultation sur les questions économiques mondiales, où l'intérêt de tous serait pris en compte.

Ces pays ont un rôle précieux et important à jouer au sein de la communauté économique internationale, dans la mesure en particulier où ils contribuent à corriger les déséquilibres du commerce mondial et offrent un marché aux pays moins développés. De fait, il importe que ces pays acceptent les règles du système commercial international et assument les responsabilités inhérentes à ce système, d'une manière qui soit compatible avec leur niveau de développement et avec les intérêts qui sont les leurs dans l'économie mondiale. Mais il importe aussi que nous engagions avec ces pays un dialogue qui tienne compte des intérêts et des avantages de chacun. Je crois fermement que ces pays qu'on appelle "nouveaux pays exportateurs" -- à savoir la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie -- devraient être associés à tout dialogue avec les nouveaux pays industriels d'Asie, d'une part en raison de leur développement économique rapide et du développement également rapide de leurs exportations et d'autre part en raison de la tendance croissante et déjà discernable à un élargissement de l'intégration horizontale dans la région. J'ai l'intention d'aborder ce sujet lors des consultations que je dois avoir en juillet à Bangkok avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Comme je l'ai dit, notre objectif, en tant que Ministres des pays membres de l'OCDE, est d'encourager ces pays à participer plus étroitement aux consultations sur les problèmes économiques mondiaux et, à terme, à entrer dans la communauté des pays industrialisés, avec les devoirs et les responsabilités que cela suppose. Nous devons cependant, à mon avis, aborder cette question avec mesure et circonspection. Il est certain que l'on pousse ces pays à s'ajuster, à passer dans une catégorie supérieure et à prendre sur eux une partie des responsabilités dans la gestion et dans la coordination de

l'économie mondiale. Mais nous devons nous aussi faire un effort d'ajustement et nous adapter aux nouvelles réalités économiques et cet effort devra être poursuivi à mesure que d'autres pays parviendront au même niveau de développement. Ce n'est pas du jour au lendemain que nous nous adapterons à cette situation nouvelle, plutôt inconfortable pour certains d'entre nous, et il en va de même pour ces pays. Toutefois, nous parviendrons certainement, en multipliant progressivement contacts et consultations sur les questions de politiques économique, à progresser vers notre objectif commun, à savoir une croissance économique mondiale durable fondée sur un système économique et un système des échanges harmonieux.

Dans le cadre de cette approche qui exclut les antagonismes, nous apportons également notre entier soutien à la proposition qui est faite de compléter l'étude du groupe de travail de l'OCDE en organisant un séminaire informel qui réunirait les représentants des nouveaux pays industriels, des pays membres de l'OCDE et de plusieurs autres pays d'Asie. Ce séminaire représente un premier pas important et une initiative concrète. En principe, le Canada est prêt à participer à son organisation.

Il est clair que les pays de l'OCDE doivent collaborer étroitement avec les autres pays, quel que soit leur stade de développement, car nos économies et les leurs sont étroitement liées. Débiteurs et créanciers, exportateurs et importateurs, notre interdépendance apparaît chaque jour davantage à mesure que chacun prend sa part de responsabilité afin, pour citer la Convention de l'OCDE, de "contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique".